CONSEIL MUNICIPAL de SAINT-DENIS-les-REBAIS

Vendredi 17 novembre 2017 à 19 h 00

Présents : Raymond LECORRE - Didier LAPLAIGE - Sylvie FRENAIS – Nathalie LE TOUCHAIS – Hélène CATHALIFAUD – Alain STORME –Véronique LEVEQUE – David PEREIRA TIMOTEO – Anne CHAIN-LARCHE –

Absents : Stéphane MARIAULLE – Karine VITALI - Jean-Pierre TARENTO – Pascal RIGOT – Corinne PROFIT (excusée) - Patricia ANCELLE

Calcul du quorum : M. le Maire constate que le quorum est atteint, déclare l'assemblée en mesure de délibérer valablement et ouvre la séance.

Recensement des pouvoirs : Corinne PROFIT à Sylvie FRENAIS

Secrétaire de séance : Véronique LEVEQUE

Procès-verbal : Le conseil municipal adopte et signe le procès-verbal de la précédente réunion qui n'appelle pas d'observation.

M. le Maire propose de rajouter à l'ordre du jour les points suivants :

- Rémunération des agents recenseurs
- Recrutement employé communal
- SDESM « opération 3000 lampes ballons »

Le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité, de porter ces questions à l'ordre du jour.

2017-031 ASSAINISSEMENT COLLECTIF – CHOIX des ENTREPRISES

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2000 approuvant le zonage d'assainissement de la commune,

VU la charte de qualité des réseaux d'assainissement proposée par l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE),

Considérant les études de conception de travaux réalisées par le Maître d'œuvre, le bureau d'études TEST Ingénierie,

Considérant le Dossier de Demande de Subventions et le Dossier de Consultation des Entreprises établis par le Maître d'œuvre, le bureau d'études TEST Ingénierie,

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL,

APPROUVE les termes de la charte de qualité des réseaux d'assainissement proposée par l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et autorise M. le Maire à la signer.

⇒ **DECIDE DE RETENIR les entreprises suivantes :**

Lot n°1 : construction de la station d'épuration :

L'entreprise O-PURE, ayant son siège social à Les Charmilles, Beaumont la Ronce 37 360 BEAUMONT LOUESTAULT, représentée par M. MESSERLI pour un montant hors taxe de 518.306,44 € HT ;

Lot n°2 : création du réseau d'eaux usées

l'entreprise WIAME VRD / LA LIMOUSINE / CISE TP, dont le siège social du mandataire WIAME VRD est localisé à ZAC du Hainault 77 260 SEPT SORTS, représentée par M. WIAME pour un montant hors taxe de 3 444 539,50€ HT ;

Lot n°3 : essais de réception

l'entreprise A3SN, ayant son siège social à rue de la Forge, ZA la Gautrais 35 360 MONTAUBAN DE BRETAGNE représentée par M. BLANCHARD pour un montant hors taxe de 94 696,00 € HT ;

⇒ **SOLLICITE** auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Départemental de Seine et Marne les subventions au meilleur taux possible relatives aux frais afférents à ces travaux de création du réseau d'assainissement Eaux Usées sur le territoire communal ;

⇒ **SOLLICITE** auprès de l'Agence de l'Eau, et du Conseil Départemental de Seine et Marne, **une dérogation** sans attendre la notification de la subvention, **pour la réalisation de la période de préparation des travaux ;**

⇒ **Dit** que les crédits sont prévus au budget ;

⇒ **AUTORISE Monsieur le Maire** à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire et à faire les démarches nécessaires pour l'obtention des aides financières.

2017-032 DECISION MODIFICATIVE – BUDGET PRINCIPAL 2017

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de procéder au vote de virements de crédits suivants, sur le budget de l'exercice 2017,

IMPUTATIONS	OUVERT	REDUIT
DF 65 65548	3652.71	
DF 65 658		3652.71

2017-033 CC2M – RAPPORT de la CLECT

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

M. le Maire présente le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférés adopté par la CC2M en sa séance du 28 septembre 2017.

Considérant que ce rapport doit être validé par les communes membres de la CC2M,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférés adopté par la CC2M en sa séance du 28 septembre 2017.

2017-034 DESIGNATION DE REFERENTS PLUI :

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

Dans le cadre du projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), porté par la Communauté de Communes des 2 Morin, le Président de la CC2M, a invité les Maires des communes membres à participer à la conférence intercommunale des maires.

Ainsi, le 07 novembre 2017, la Conférence Intercommunale des Maires s'est réglementairement réunie comme le dispose l'article L.153-8 du Code de l'Urbanisme :

« L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres ; »

Conformément à la Charte de Gouvernance, élaborée en commission d'aménagement du Territoire et actée en Conférence Intercommunale des Maires :

Les communes s'engagent à désigner un élu référent Titulaire PLUi et un élu référent Suppléant PLUi lors de leur prochain conseil municipal.

Les élus référents désignés par les communes sont identifiés comme élus référents PLUi. Le titulaire assistera au comité de pilotage créé pour le PLUi, rassemblant les élus référents de toutes les communes et les membres nécessaires à la démarche d'élaboration du PLUi.

Le suppléant remplacera le titulaire si besoin,

Les élus référents s'engagent à :

- Participer aux comités de pilotage, de façon à avoir toujours un représentant de la commune lors des séances, il est souhaitable que toutes les communes soient présentes tout au long de la démarche.
- Communiquer au sein du conseil municipal et de la commission urbanisme communale ; le cas échéant, sur l'état d'avancement de la démarche et sur la teneur des débats.
- Rapporter les questions et les contributions des administrés, de la commune et de tout autre intervenant au niveau intercommunal.

Entendu les explications de M. le Maire ;

Le conseil municipal, après avoir délibéré et à l'unanimité :

DESIGNE Madame Sylvie FRESNAIS, élue référente Titulaire pour le PLUi.

DESIGNE Madame Corinne PROFIT, élue référente Suppléante pour le PLUi

CHARGE M. le Maire d'en informer le conseil Communautaire de la Communauté de Communes des 2 Morin.

2017-035 PNR – DESIGNATION d'un REFERENT FORESTIER

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

M. le Maire rapporte que, dans le cadre du projet du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin, une filière sylvicole a été identifiée.

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation d'un référent forestier pour chaque commune membre du Syndicat Mixte d'Etudes et de Préfiguration sur le projet du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

DESIGNE ci-après le référent forestier de la commune de Saint-Denis-les-Rebais :

- Alain STORME, Conseiller municipal.

2017-036 CREATION du SERVICE PUBLIC de la DECI

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment,

Vu les articles L2225-1 à L2225-4 et L.2213-32 relatifs au service public de la défense extérieure contre l'incendie et aux pouvoirs de police spéciale du maire,

Vu les articles R 2225-1 à 2225-10 relatifs à la défense extérieure contre l'incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017/039/CAB/SIDPC en date du 24 février 2017 arrêtant le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du département de Seine et Marne,

Vu le rapport présenté par M. le Maire,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE :

- la création du service public de la défense extérieure contre l'incendie,
- de joindre en annexe la liste des points eaux assurant la DECI de la commune.

2017-037 SNE – CONVENTION de PRESTATIONS de CONTROLE des POTEAUX et BOUCHES INCENDIE

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

Vu la réforme de la DECI et l'arrêt de la prestation de pesée des poteaux et bornes à incendie réalisée jusqu'à présent par le SDIS,

Vu que les poteaux et bornes sont raccordés au réseau d'eau public, propriété du Syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord est de Seine et Marne,

Vu le risque sanitaire encouru lors des manœuvres de ces éléments et les dysfonctionnements et dégradations engendrés sur le territoire lors de ces pesées,

Vu la convention présentée par M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

AUTORISE le Maire à signer la convention de prestations de contrôle des poteaux et bouches d'incendie avec le Syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord est de Seine et Marne,

2017-038 RPQS 2016 du SNE 77

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

M. le Maire rappelle l'obligation faite par le CGCT, conformément à ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Le SNE 77 a adopté son RPQS pour l'année 2016 en sa séance du Comité syndical du 28 septembre 2016 et l'a transmis à la collectivité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

PREND ACTE du rapport établi par le SNE 77 sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable afférent à l'exercice 2016.

2017-039 RETROCESSION AUPRES de la SAFER – RR 77 17 0050 01

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

M. le Maire présente la promesse unilatéral d'achat de la SAFER concernant la rétrocession n° RR 77 17 0050 01 de la parcelle, sis sur la commune, cadastrée D 691 d'une contenance de 1 a 20 ca.

Considérant l'intérêt d'acquérir cet immeuble,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

DECIDE l'acquisition de la parcelle D 691 d'une contenance de 1 a 20 ca

ACCEPTE la promesse unilatérale d'achat (rétrocession n° RR 77 17 0050 01)

AUTORISE le Maire à signer ladite promesse unilatérale d'achat

CHARGE Me DIDRY, Notaire à Saint-Cyr-Sur-Morin, de la transaction

DIT que les crédits sont ouverts au budget.

2017-040 REMUNERATION des AGENTS RECENSEURS

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

Vu les opérations de recensement devant se dérouler du 18 janvier 2018 au 17 février 2018
Vu le recrutement de deux agents recenseurs pour effectuer ces tâches sur l'ensemble de la commune,

Considérant que la commune doit fixer leur rémunération,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

FIXE la rémunération brute forfaitaire de chaque agent recenseur à 1.200 € pour l'ensemble de leur mission (journées de formation plus les opérations de recensement)

DIT que les crédits sont ouverts au budget.

RECRUTEMENT EMPLOYE COMMUNAL

Le Conseil municipal étudie le recrutement d'un employé communal. Un temps complet n'étant pas indispensable, une réflexion est lancée avec une mutualisation avec la commune de Chauffry.

2017-041 SDESM – « OPERATION 3000 LAMPES BALLONS »

2017-042 SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – COOPERATIVE ECOLE des ALJARDS

Reçu à la Préfecture le 05/12/2017 – Publication du 05/12/2017

L'école des Aljards sollicite le Conseil municipal pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle ayant le projet de l'intervention d'un comédien pour un coût de 4374,10 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

Vote une subvention exceptionnelle de 200 € au profit de la coopérative de l'école des Aljards

DIT que les crédits sont ouverts au budget.

INFORMATIONS et QUESTIONS DIVERSES

- signalement d'un problème d'inondation dans le bourg.
- demande d'éclairage public dans le bourg, au Vinot et aux Marchés.
- Prévoir une journée pour les nids de poule avec l'entreprise Parisot.
- Passage piétons mal signalé à Champcolin et au Ménillot
- Visite du Sénat le 15 février 2018

CLOTURE de SEANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le Maire lève la séance à 21 h 15.